

Création d'emploi

En Nouvelle-Écosse, les chiffres révèlent que 11 p. 100 des travailleurs sont en chômage. Ce chiffre se rapproche probablement à l'heure actuelle de 14 p. 100. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, il y en a 12 p. 100 et au Nouveau-Brunswick plus de 13 p. 100. A Terre-Neuve, au moins 15.2 p. 100 des travailleurs, selon les statistiques officielles, chôment. En tout, plus de 300,000 personnes sont sans travail dans les quatre provinces de l'Atlantique. Cette situation est vraiment scandaleuse dans un pays aussi riche que le nôtre.

Tandis que nous suivons cette politique monétaire qui nous est imposée par les États-Unis non seulement le chômage augmente, mais l'inflation augmente également au lieu de fléchir, ce qui était inévitable avec cette politique des taux d'intérêt élevés. L'inflation ne baisse pas, comme le démontre la hausse marquée du coût de la vie dans les provinces de l'Atlantique. Entre le mois d'octobre 1980 et le mois d'octobre 1981, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 13.4 p. 100 à l'Île-du-Prince-Édouard. Au cours de la même période, le taux d'inflation a augmenté de 8 p. 100 à Saint-Jean (Terre-Neuve), de 12.1 p. 100 à Saint-Jean, (Nouveau-Brunswick) et de 11.4 p. 100 à Halifax. La moyenne nationale était alors de 9.1 p. 100.

● (2010)

Le gouvernement ne semble pas vouloir fournir de stimulants à l'entreprise ni favoriser l'investissement dans les provinces de l'Atlantique, même si, à Terre-Neuve surtout, il y a eu une baisse marquée des capitaux investis dans la pêche, qui est la principale source d'emplois, et que ceux-ci sont passés de 91 millions de dollars en 1979 à 53.4 millions cette année. Je n'aime pas insister sur l'aspect négatif, mais je pense qu'il est utile de rappeler à nouveau au gouvernement, qui est capable de changer la conjoncture économique du Canada, qu'il doit assumer ses responsabilités envers les provinces de l'Atlantique et le reste du pays.

Une voix: C'est un gouvernement incapable.

M. Miller: C'est vrai qu'il est incapable, mais nous espérons qu'il deviendra bon à quelque chose un jour ou l'autre.

Près de la moitié des 6,000 diplômés qui sortent chaque année des universités de la Nouvelle-Écosse doivent aller chercher du travail ailleurs, non pas parce qu'ils tiennent à quitter les provinces de l'Atlantique, mais bien parce qu'ils ne peuvent faire autrement. Et c'est ainsi depuis des générations.

Le gouvernement fédéral a réduit récemment à 138 le nombre des fonctionnaires à son emploi à l'Île-du-Prince-Édouard. Voilà encore un coup porté à l'économie de cette province qui est imputable au budget. L'abandon de certains tronçons ferroviaires du réseau de VIA Rail va éliminer quelque 280 emplois dans la région de l'Atlantique et susciter de nouvelles difficultés aux employés et aux voyageurs.

La société Consolidated Rambler Mines songe à fermer sa mine de cuivre de la baie Verte, à Terre-Neuve, et de mettre à pied quelque 900 travailleurs. Si elle y songe, c'est précisément en raison de la politique des taux d'intérêt élevés que le gouvernement fédéral a adoptée et qu'il a empruntée, si je puis dire, au président Reagan.

La situation du chômage dans les provinces de l'Atlantique est absolument catastrophique depuis de nombreuses années et notre gouvernement ne peut apparemment rien y faire. Même si je pouvais citer des foules d'autres chiffres, j'estime, tout

comme mon collègue le député de Hamilton Mountain (M. Deans) l'a dit tout à l'heure, qu'on n'interprète pas assez souvent le chômage en termes humains. Aujourd'hui, il y avait au caucus NDP des représentants du Congrès du travail du Canada. Ceux-ci viendront à Ottawa au cours de la fin de semaine pour joindre leurs voix très nombreuses et très fortes à celles qui protestent contre la politique économique et la politique des taux d'intérêt du gouvernement. Quel que soit le nombre de ceux qui se joindront à la manifestation de samedi sur la colline du Parlement, sachez bien que des dizaines de milliers d'autres souhaiteraient être là également pour communiquer le message au gouvernement, mais qui n'ont pas les moyens de voyager étant donné qu'ils ne touchent que l'assurance-chômage et des prestations de bien-être social.

Laissez-moi vous raconter quelques-unes des anecdotes que nous tenons des membres de la délégation que nous avons rencontrée aujourd'hui. Un membre de la fédération du travail de Terre-Neuve nous dit que de 37 à 40 p. 100 des membres de la fédération sont sans travail. Deux mines vont être fermées et un grand nombre de mineurs mis à pied. Ce qui aggrave le problème de beaucoup, c'est probablement le fait que la caisse de pension à laquelle les employés d'une des deux mines ont cotisé 1.5 million de dollars ne pourra leur verser de pension: elle est à sec.

On nous raconte aussi qu'une autre mine doit être fermée parce qu'il est plus rentable pour la compagnie de placer son argent à la banque. La compagnie est prête à le faire même si cela veut dire que ses mineurs seront sans travail, condamnés à vivre de l'assurance-chômage. Tout cela, parce que les capitaux rapportent plus à la compagnie placés à la banque que mis à l'œuvre dans une exploitation.

La pêche n'a jamais été aussi mauvaise que cette année à Terre-Neuve, à cause de l'insuffisance des réserves sur les côtes et au large, alliée à la mauvaise gestion du gouvernement fédéral. Si Fosse Faour faisait partie du NDP, Terre-Neuve serait probablement bien représenté. Ce secteur, qui est le pivot de l'économie terre-neuvienne, a traversé une année désastreuse. Le gouvernement a réagi à cette perte de revenus par un programme de main-d'œuvre de 1.5 million qui a donné aux pêcheurs le nombre de semaines dont ils avaient besoin pour avoir droit à l'assurance-chômage. C'était insuffisant, mais le gouvernement n'a pas pu faire mieux.

Une voix: Un expédient.

M. Miller: Comme mon collègue le fait remarquer, c'est recourir à des expédients pour régler les problèmes économiques.

Les pêcheurs et les mineurs ne sont pas les seuls en difficulté puisque l'industrie forestière canadienne commence à sentir la soupe chaude. Cette industrie est notre plus grosse exportatrice et la source principale de recettes pour la province et le gouvernement fédéral. Les travailleurs du bois sont en chômage dans tout le Canada à cause des taux d'intérêts élevés. Une ville dans ma circonscription de Nanaïmo-Alberni compte 6,000 travailleurs du bois, dont 1,500 actuellement en chômage. A cause de la politique de taux d'intérêts élevés du gouvernement, la ville souffre, les hommes d'affaires perdent de l'argent et les propriétaires de maisons risquent de se retrouver dans la rue.